

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

4^e année/N°195

du 1 au 7 novembre 1986

POLITIQUE

L'URNG : Cerezo élude le dialogue
L'église catholique appuie le dialogue
L'Espagne offre son soutien
Un rejet implicite du gouvernement
Des militaires nord-américains se sont réunis au Guatemala

CONTRE-INSURRECTION

Le recrutement de force toujours en vigueur
Les contrôles s'intensifient dans le sud-ouest

INSURRECTION

239 pertes pour l'armée en deux mois
L'armée reconnaît des pertes
L'ORPA diffuse un communiqué au Congrès

MOUVEMENT POPULAIRE

Les paysans réclament des terres
Succès de la grève des travailleurs de l'INDE

DROITS DE L'HOMME

Habeas corpus pour une institutrice séquestrée
Répression contre la population civile
Attentat contre un juge
Une avocate enlevée
Quatre assassinats dans l'Est du pays
Amnesty International préoccupée

4^e P. 12315

POLITIQUE

L'URNG : CEREZO ELUDE LE DIALOGUE

Le président Vinicio Cerezo a évité de discuter des conditions minima posées par l'insurrection pour amorcer le processus de démocratisation, signale l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), dans un communiqué diffusé le 3 novembre ; l'URNG affirme : "c'est trahir le peuple que de parler de démocratie sans créer les conditions qui la rendent possible".

Selon l'URNG, qui a avancé une contre-proposition de dialogue avec le gouvernement démocrate chrétien, aucun changement n'est intervenu dans la structure du pouvoir, la ligne contre-insurrectionnelle est maintenue ; l'URNG dénonce l'augmentation de la répression, les entraves à la liberté syndicale ainsi que la survivance des mécanismes de contrôle de la population mis en place par l'armée.

L'URNG renouvelle néanmoins sa proposition de dialogue ; pour elle, une solution politique est encore possible, mais elle ne réside pas "dans l'alternative impulsée par le nouveau gouvernement, puisqu'elle ne mène à aucun changement dans les structures répressives, économiques, politiques et sociales".

L'EGLISE CATHOLIQUE APPUIE LE DIALOGUE

L'Eglise catholique guatémaltèque a manifesté son accord à l'ouverture d'un dialogue et s'est proposée comme médiatrice entre l'insurrection et le gouvernement ; il s'agit du dialogue proposé par l'URNG dans une lettre ouverte adressée au gouvernement et publiée dans la presse le 30 octobre.

L'archevêque Prospero Penados del Barrio a proposé les locaux de l'archevêché de la ville de Guatemala pour une éventuelle rencontre entre les insurgés et le gouvernement ; selon l'archevêque, tous les efforts doivent tendre vers la résolution "du terrible problème de la violence au Guatemala".

L'ESPAGNE OFFRE SON SOUTIEN

Le gouvernement étudiera la possibilité d'accueillir dans les locaux de son ambassade au Guatemala le gouvernement de ce pays et les insurgés, comme siège pour d'éventuelles conversations.

Le 30 octobre, l'ambassadeur espagnol José Luis Crespo de la Vega a déclaré : "Nous offririons notre assistance logistique et nos propres moyens, à la demande des deux parties, afin qu'elles puissent négocier ou mener des conversations".

UN REJET IMPLICITE DU GOUVERNEMENT

Si la proposition de dialogue de l'URNG devait "s'officialiser", le gouvernement enverrait un délégué écouter le projet et estimer son sérieux, mais le seul thème à considérer doit être celui du dépôt des armes par les insurgés, a fait savoir le 30 octobre le porte-parole du gouvernement, Julio Santos.

Le porte-parole reconnaît que le président Cerezo avait admis en Europe la possibilité de discuter avec "tous les secteurs du pays, sans distinction de croyances ou d'idéologies", mais qu'à aucun moment il ne s'était adressé à l'insurrection en particulier.

DES MILITAIRES NORD-AMERICAINS SE SONT REUNIS AU GUATEMALA

Des envoyés militaires nord-américains en Amérique centrale, accompagnés d'un officier de logistique du Pentagone, ont rencontré le 30 octobre le ministre de la Défense du Guatemala, le général Jaime Hernandez, dans le cadre d'une réunion qualifiée de "routinière", a-t-on appris par la presse le 31 octobre.

Le général de brigade Edward Neale Fletcher, attaché militaire au Mexique, le colonel George E. Maynes pour le Salvador, le lieutenant colonel Mark Jones pour le Honduras, le lieutenant colonel Thomas Mallone pour Belize, le lieutenant colonel John Skedmore et le colonel George Hooker, attaché militaire au Guatemala, amphytrion de la réunion, participaient à cette rencontre.

CONTRE-INSURRECTION

LE RECRUTEMENT DE FORCE TOUJOURS EN VIGUEUR

Le 27 octobre, un soldat a tué d'une balle dans le thorax le jeune Anibal Garcia Marroquin, 18 ans, dans le village de Pasaco, dans le département de Jutiapa, a fait savoir la presse locale le 30 octobre. Selon les proches de la victime, les soldats sont arrivés dans le village, ont réuni plusieurs jeunes pour les emmener accomplir leur service militaire. Après l'assassinat du jeune Garcia, la troupe a dû quitter le village pour fuir la colère de ses habitants.

LES CONTROLES S'INTENSIFIENT DANS LE SUD-OUEST

D'après des informations fournies par des habitants de la région le 4 novembre, l'armée et la police intensifient leurs opérations dans la région sud-ouest du pays, notamment dans les départements de Suchitepequez et de Retalhuleu.

Les forces de sécurité contrôlent les déplacements de personnes et fouillent les véhicules sur toutes les voies de communication de la région.

INSURRECTION

239 PERTES POUR L'ARMEE EN DEUX MOIS

Selon un communiqué diffusé le 31 octobre, les forces de la guérilla de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) ont infligé à l'armée 239 pertes au cours des mois de septembre et d'octobre ; elles ont en outre détruit un camion blindé, endommagé un hélicoptère et détruit 3 campements militaires .

L'insurrection a affronté l'armée au cours de 24 combats, tendu 10 embuscades, réalisé 22 attaques, contre des postes fixes ou contre les troupes gouvernementales en mouvement, occupé 32 villages pour y organiser des réunions politiques avec leurs habitants et "les mettre en garde contre les actions d'intimidation et la répression exercées par l'armée".

Depuis le début du mois de septembre, ajoute le communiqué, l'armée mène une campagne massive contre tous les fronts de la guérilla et agresse en permanence la population civile en effectuant des bombardements de manière indiscriminée avec des avions A-37B, des hélicoptères et des obus de 105 mm.

L'ARMEE RECONNAIT DES PERTES

7 membres de l'armée, dont un officier, sont morts au cours de combats contre les forces de la guérilla soutenus dans les montagnes de la municipalité San Juan Cotzal, dans le département du Quiché, a rapporté un bulletin de l'institution militaire le 31 octobre. Un sous-lieutenant, un sergent, trois caporaux et deux soldats ont péri au cours de cette action, qui a eu lieu dans la nuit du 1er novembre, dans l'une des zones d'opérations de l'Armée de Guérilla des Pauvres (EGP).

L'ORPA DIFFUSE UN COMMUNIQUE AU CONGRES

Un communiqué de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) a été diffusé aux députés du Congrès de la République ; il y est rendu compte des actions rebelles menées par les unités du front de guérilla "Javier Tambriz", qui agit dans les départements de Solola et du Suchitepequez.

Selon la presse du 29 octobre, le communiqué a été distribué dans chacun des casiers des 100 députés.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES PAYSANS RECLAMENT DES TERRES

Un groupe important de paysans du département de San Marcos (ouest du pays) a parcouru les rues de la capitale jusqu'au Palais National pour demander des terres au gouvernement démocrate chrétien. Les participants de cette marche ont déclaré, le 3 novembre, leur intention d'adresser une pétition à ce sujet au président Cerezo.

SUCCE DE LA GREVE DES TRAVAILLEURS DE L'INDE

La grève administrative des travailleurs de l'Institut National d'Electrification a pris fin le 30 octobre, les autorités s'étant engagées à satisfaire les exigences des grévistes, ont fait savoir le 30 les membres du syndicat.

Les travailleurs réclamaient l'application des accords d'augmentation de salaires conclus en septembre dernier.

DROITS DE L'HOMME

HABEAS CORPUS POUR UNE INSTITUTRICE SEQUESTREE

Dans une lettre adressée au président de la Cour Suprême de Justice, Edmundo Vasquez Martinez, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CHDG), a déposé un recours en habeas corpus pour Milda Dinorah Martinez Salazar, capturée par des membres des services secrets de l'armée (G-2), le 3 novembre, dans sa résidence située dans le département de Jutiapa.

Le recours signale que les éléments de la G-2 ont enlevé avec violence l'institutrice, en présence de sa mère, de ses frères et de sa fille, qui ont été menacés de mort et n'ont pu s'interposer.

La CDHG demande le respect de l'intégrité physique de Milda Martinez et sa mise en liberté immédiate, dans la mesure où "il y a dans le pays un régime de démocratie, selon les propres paroles du président Cerezo".

REPRESSION CONTRE LA POPULATION CIVILE

Dans un communiqué urgent du 5 novembre, la CDHG dénonce le mitraillage durant 4 heures sans discrimination des lotissements de Mayaland et de Xalbal (municipalité de Chajul), dans le département du Quiché. Les hélicoptères provenaient de la zone militaire de Playa Grande. La CDHG dénonce d'autres actions dans ce département, menées par l'armée tel le fait de brûler les cultures dans le village de Salquil Grande, dans la municipalité de Santa Maria Nebaj, le 1er octobre. L'organisation humanitaire appelle l'opinion publique internationale à se mobiliser pour demander au président Cerezo "l'arrêt immédiat des attaques de l'armée du Guatemala contre la population civile, et l'exercice de sa vigilance face à ce type d'actions, qui mettent en évidence l'existence de violations des droits de l'homme".

ATTENTAT CONTRE UN JUGE

Carlos Humberto Quintana Santos, 37 ans, juge du Tribunal de première instance du département de Jutiapa, a échappé à un attentat perpétré par les passagers d'un véhicule officiel le 28 octobre sur la route qui mène à la capitale, d'après une information de la presse locale du 30 octobre.

Enrique Guerra Sabino, 28 ans, et Carlos Godoy Ramos, 48 ans, qui accompagnaient le juge, ont été gravement blessés au cours de l'attentat.

UNE AVOCATE ENLEVEE

Le 30 octobre, les proches de Alicia Galvez Barrientos, 53 ans, ont dénoncé son enlèvement dans son cabinet par des éléments présumés appartenir aux forces de l'ordre.

La dénonciation a été aussitôt portée à la connaissance du Collège des Avocats du Guatemala, qui a envoyé des télégrammes au président Cerezo et au ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil.

QUATRE ASSASSINATS DANS L'EST DU PAYS

Des dénonciations connues le 30 octobre font état de l'assassinat de 4 hommes au cours d'actions menées par des éléments vêtus en civil, dans le département de Jutiapa.

Les cadavres de Ignacio Palma Colindres, Hector Lobos, Gilberto Orozco Avalos et José Victor Barrera Alvarado, ont été découverts dans les municipalités de Santa Catarina Mita et El Progreso, portant tous des traces de torture et de blessures par balle.

AMNESTY INTERNATIONAL PREOCCUPEE

La réticence du gouvernement à abroger le décret-loi 8-86 permet de ne pas poursuivre légalement les auteurs de milliers de détentions arbitraires, d'exécutions et de disparitions au Guatemala, déclare le Groupe 200 d'Amnesty International dans une lettre du 2 novembre, adressée au président Cerezo.

L'organisation humanitaire signale que "il faut procéder honnêtement pour savoir qui viole les droits de l'homme, et juger sans concession"; elle demande que l'on ouvre immédiatement une enquête dans ce sens.

Le décret-loi 8-86 a été promulgué par Mejia Victor un jour avant de remettre le pouvoir au gouvernement civil élu. Ce décret concède l'amnistie aux auteurs de violations des droits de l'homme durant les gouvernements militaires de 1981 à 1985.